

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Une preuve des compétences acquises en tant qu'assistant logistique, délivrée par un centre de test agréé par l'autorité publique compétente, est assimilée à la réussite d'un programme de formation tel que visé au premier alinéa. »

Art. 3. À l'article 2, alinéa 2 du même arrêté, les mots « six mois » sont remplacés par les mots « douze mois ».

Donné à Bruxelles, le 15 juin 2023.

Le Ministre de la Santé publique,
F. VANDENBROUCKE

Art. 2. Artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidende:

“Een bewijs van verworven competenties inzake logistiek assistent, uitgereikt door een door de bevoegde overheid erkend testcentrum, wordt gelijkgesteld met het met vrucht afleggen van een vormingsprogramma zoals bedoeld in het eerste lid.”

Art. 3. In artikel 2, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “zes maanden” vervangen door de woorden “twaalf maanden”.

Gegeven te Brussel, 15 juni 2023.

De Minister van Volksgezondheid,
F. VANDENBROUCKE

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2023/42619]

23 MAI 2023. — Arrêté ministériel portant une réduction du pourcentage de la contribution des notaires au fonds notarial

Le Ministre de la Justice,

Vu l'article 117, § 4, alinéa 6, de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat ;

Vu l'article 117, § 8, de la loi précitée ;

Vu l'article 119 de la loi du 22 novembre 2022 portant modification de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat, introduisant un conseil de discipline pour les notaires et les huissiers de justice dans le Code Judiciaire et des dispositions diverses ;

Vu la demande de la Chambre nationale des notaires du 11 mai 2023 ;

Considérant que la Chambre nationale des notaires constate que le Fonds notarial dispose des moyens lui permettant de faire face aux créances pendant plus d'une année ;

Considérant que le ministre de la Justice peut toujours modifier le pourcentage de la contribution dès que la Chambre nationale des notaires constate que le Fonds notarial ne dispose pas de moyens lui permettant de faire face aux créances pendant plus d'une année,

Arrête :

Article 1^{er}. Le pourcentage de la contribution comme mentionné dans l'article 117, § 4, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1803 contenant organisation du notariat est réduit à 0,10 %.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

Bruxelles, le 23 mai 2023.

V. VAN QUICKENBORNE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2023/42619]

23 MEI 2023. — Ministerieel besluit houdende vermindering van het bijdragepercentage van de notarissen aan het notarieel fonds

De Minister van Justitie,

Gelet op artikel 117, § 4, zesde lid, van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt;

Gelet op artikel 117, § 8, van voormelde wet;

Gelet op artikel 119 van de wet van 22 november 2022 tot wijziging van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt, tot invoering van een tuchtraad voor de notarissen en de gerechtsdeurwaarders in het Gerechtelijk Wetboek en diverse bepalingen;

Gelet op de aanvraag van de Nationale Kamer van notarissen van 11 mei 2023;

Overwegende dat de Nationale Kamer van notarissen vaststelt dat het Notarieel Fonds over voldoende middelen beschikt om de vorderingen gedurende meer dan één jaar te kunnen uitbetalen;

Overwegende dat de minister van Justitie het bijdragepercentage steeds kan wijzigen zodra de Nationale Kamer van notarissen vaststelt dat het Notarieel Fonds niet over voldoende middelen beschikt om de vorderingen gedurende meer dan één jaar te kunnen uitbetalen,

Besluit :

Artikel 1. Het bijdragepercentage zoals vermeld in artikel 117, § 4, eerste lid, van de wet van 16 maart 1803 op het notarisambt wordt verminderd tot op 0,10 %.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2023.

Brussel, 23 mei 2023.

V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2023/15367]

21 MAI 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 26 août 2006 réglant la collaboration avec l'association chargée de l'enregistrement du kilométrage des véhicules

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion, l'article 6, § 3, modifié par les lois des 28 novembre 2018 et 22 décembre 2022 ;

Vu l'arrêté royal du 26 août 2006 réglant la collaboration avec l'association chargée de l'enregistrement du kilométrage des véhicules ;

Vu l'avis n° 102/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 3 juin 2022 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 7 mars 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2023/15367]

21 MEI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 augustus 2006 tot regeling van de medewerking aan de vereniging belast met de registratie van de kilometerstand van voertuigen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 11 juni 2004 betreffende de informatieverstrekking bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen, artikel 6, § 3, gewijzigd bij de wetten van 28 november 2018 en 22 december 2022;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 augustus 2006 tot regeling van de medewerking aan de vereniging belast met de registratie van de kilometerstand van voertuigen;

Gelet op het advies nr. 102/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 3 juni 2022;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 7 maart 2023 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Considérant que les paragraphes 2 et 3 de l'article 6 de la loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion ont été modifiés par l'article 4 de la loi du 22 décembre 2022, afin que le type de carburant, la présence éventuelle d'un moteur électrique et l'éventuelle autonomie électrique soient repris parmi les données relatives à un véhicule sur le document car-pass ;

Considérant que les professionnels transmettant les kilométrages à l'asbl Car-Pass sur la base du numéro de châssis, qui se compose de 17 caractères alphanumériques, sans chiffres de contrôle, des erreurs dans la transcription de ce numéro se produisent trop facilement, comme le constate l'asbl Car-Pass ;

Considérant qu'offrir aux professionnels la possibilité supplémentaire de transmettre les kilométrages également sur la base du numéro d'immatriculation du véhicule, qui ne comporte que sept caractères alphanumériques, permet de réduire sensiblement la marge d'erreur ;

Considérant que l'obtention des données kilométriques des fabricants sur la base du numéro de châssis est trop large et ne permet pas à l'asbl Car-Pass de limiter ces données aux véhicules immatriculés en Belgique ;

Considérant que l'asbl Car-Pass peut se limiter aux données relatives aux véhicules connectés immatriculés en Belgique, à condition d'avoir également accès aux numéros d'immatriculation des véhicules ;

Considérant que l'asbl Car-Pass doit avoir un accès direct aux numéros d'immatriculation des véhicules de la Banque-Carrefour des Véhicules, ces numéros d'immatriculation étant traités conformément à la législation sur la protection des données ;

Considérant que, dans la pratique, la transmission des données nécessaires à l'asbl Car-Pass par « voie électronique » revient parfois à faire parvenir un courrier électronique contenant un document imprimé ou manuscrit avec les kilométrages, ce qui nécessite à son tour une saisie manuelle par l'asbl Car-Pass, ce qui prend du temps, est inefficace et peut augmenter la fréquence des erreurs ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, du Ministre de la Mobilité, du Ministre de la Justice et de la Secrétaire d'État à la Protection des consommateurs,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. À l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 26 août 2006 réglant la collaboration avec l'association chargée de l'enregistrement du kilométrage des véhicules, modifié par l'arrêté royal du 30 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est complété par les 8°, 9° et 10° rédigés comme suit :

« 8° la présence ou l'absence d'un moteur électrique pour sa propulsion ;

9° le cas échéant, l'autonomie officielle en mode électrique ;

10° le cas échéant, le type de carburant. » ;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots « sous les 6° et 7° » sont remplacés par les mots « sous les 6° à 10° » ;

3° l'article est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Pour tous les véhicules immatriculés en Belgique conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules, le SPF Mobilité et Transports met, via la Banque-Carrefour des Véhicules, le numéro d'immatriculation et le numéro de châssis correspondant à la disposition de l'association chargée de l'enregistrement du kilométrage des véhicules.

Lors de chaque nouvelle immatriculation d'un véhicule ou lors de chaque modification des données visées à l'alinéa 1^{er}, le SPF Mobilité et Transports met sans délai ces données à la disposition de l'association. ».

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 janvier 2019, les mots « par voie électronique » sont remplacés par les mots « en utilisant les applications électroniques que l'association met à disposition à cet effet et selon les modalités qu'elle détermine ».

Art. 3. À l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 janvier 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, le 1° est complété par les mots :

« ou la marque d'immatriculation du véhicule telle que visée à l'article 20, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation des véhicules » ;

Overwegende dat paragrafen 2 en 3 van artikel 6 van de wet van 11 juni 2004 betreffende de informatieverstrekking bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen werden gewijzigd door artikel 4 van de wet van 22 december 2022, zodat het brandstoftype, de eventuele aanwezigheid van een elektrische motor en de eventuele elektrische autonomie worden opgenomen in de voertuiggegevens op het car-pass-document;

Overwegende dat vlakbij kilometerstanden doorgeven aan de vzw Car-Pass op basis van het chassisnummer dat bestaat uit 17 alfanumerieke tekens, zonder controlecijfers, komen fouten in het overschrijven van dit nummer te gemakkelijk voor, zoals vastgesteld door de vzw Car-Pass;

Overwegende dat het bieden van de bijkomende mogelijkheid aan vlakbij om de kilometerstanden ook op basis van het kenteken door te geven, wat uit slechts zeven alfanumerieke tekens bestaat, de foutenmarge gevoelig kan verkleinen;

Overwegende dat het verkrijgen van kilometergegevens van fabricanten op basis van het chassisnummer te ruim is en de vzw Car-Pass niet toelaat deze gegevens te beperken tot in België ingeschreven voertuigen;

Overwegende dat de vzw Car-Pass zich kan beperken tot enkel de gegevens van geconnecteerde voertuigen die in België zijn ingeschreven, mits zij eveneens toegang heeft tot de kentekens;

Overwegende dat de vzw Car-Pass rechtstreeks toegang dient te verkrijgen tot de kentekens van de Kruispuntbank van de voertuigen, waarbij deze kentekens verwerkt worden overeenkomstig de wetgeving inzake gegevensbescherming;

Overwegende dat het doorgeven van de nodige gegevens aan de vzw Car-Pass via "elektronische weg" in de praktijk soms leidt tot het doormailen van een uitgeprint of handgeschreven document met kilometerstanden, wat terug het manueel invoeren door de vzw Car-Pass noodzaakt en dit op zijn beurt tijdrovend en inefficiënt is en de foutenlast nog eens kan verhogen;

Op de voordracht van de Minister van Economie, de Minister van Mobiliteit, de Minister van Justitie en de Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 26 augustus 2006 tot regeling van de medewerking aan de vereniging belast met de registratie van de kilometerstand van voertuigen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 januari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met de bepalingen onder 8°, 9° en 10°, luidende:

"8° de aan- of afwezigheid van een elektrische motor voor de aandrijving ervan;

9° in voorkomend geval, de officiële elektrische actieradius;

10° in voorkomend geval, het type brandstof.";

2° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden "onder 6° en 7°" vervangen door de woorden "onder 6° tot en met 10°";

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidende:

"§ 3. Voor alle voertuigen die in België ingeschreven zijn volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, stelt de FOD Mobiliteit en Vervoer via de Kruispuntbank van de voertuigen, het kenteken en het bijhorende chassisnummer ter beschikking van de vereniging die is belast met de registratie van de kilometerstand van voertuigen.

Bij elke nieuwe inschrijving van een voertuig of bij elke wijziging van de gegevens vermeld in het eerste lid, stelt de FOD Mobiliteit en Vervoer deze gegevens zonder verwijl ter beschikking van de vereniging."

Art. 2. In artikel 2, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 januari 2019, worden de woorden "via elektronische weg" vervangen door de woorden "met gebruikmaking van de elektronische toepassingen die de vereniging daartoe ter beschikking stelt en volgens de nadere regels die zij bepaalt".

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 januari 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, wordt de bepaling onder 1° aangevuld met de woorden:

"of de bijhorende kentekenplaat van het voertuig zoals bepaald in artikel 20, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen";

2° l'alinéa 1^{er} est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° une description des travaux effectués sur le véhicule, conformément à l'article 6, § 3, de la loi du 11 juin 2004 relative à l'information à fournir lors de la vente de véhicules d'occasion. »;

3° dans l'alinéa 2, les mots « par voie électronique » sont remplacés par les mots « en utilisant les applications électroniques que l'association met à disposition à cet effet et selon les modalités qu'elle détermine ».

Art. 4. Dans l'article 3/1, § 3, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 30 janvier 2019, les mots « au paragraphe 1^{er} » sont remplacés par les mots « aux paragraphes 1^{er} et 2 ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2023.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 3, 2° entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Art. 6. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions, le ministre qui a la Mobilité dans ses attributions et le ministre qui a la Protection des consommateurs dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,

P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de la Mobilité,

G. GILKINET

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

La Secrétaire d'État à la Protection des consommateurs,

A. BERTRAND

2° het eerste lid wordt aangevuld met een bepaling onder 4°, luidende:

“4° een beschrijving van de aan het voertuig uitgevoerde werkzaamheden, overeenkomstig artikel 6, § 3, van de wet van 11 juni 2004 betreffende de informatieverstrekking bij de verkoop van tweedehandsvoertuigen.”;

3° in het tweede lid worden de woorden “via elektronische weg” vervangen door de woorden “met gebruikmaking van de elektronische toepassingen die de vereniging daartoe ter beschikking stelt en volgens de nadere regels die zij bepaalt”.

Art. 4. In artikel 3/1, § 3, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 januari 2019, worden de woorden “paragraaf 1” vervangen door de woorden “paragrafen 1 en 2”.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2023.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 3, 2° in werking op 1 januari 2024.

Art. 6. De minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor Mobiliteit en de minister bevoegd voor Consumentenbescherming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,

P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Mobiliteit,

G. GILKINET

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

De Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,

A. BERTRAND

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[C – 2023/42719]

5 MEI 2023. — Besluit van de Vlaamse Regering
over de uitvoering van een hulpprogramma geblokkeerde ontwikkelingstrajecten

Rechtsgronden

Dit besluit is gebaseerd op:

- het decreet van 23 februari 1994 inzake de infrastructuur voor persoonsgebonden aangelegenheden, artikel 6, § 1;
- het decreet van 12 juli 2013 betreffende de integrale jeugdhulp, artikel 8, 1° tot 4° en 6° en 7°, 16, 67, en 78/1, § 2, eerste lid.

Vormvereisten

De volgende vormvereisten zijn vervuld:

- De Inspectie van Financiën heeft advies gegeven op 8 februari 2023.
- De Raad van State heeft advies gegeven op 22 maart 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Initiatiefnemer

Dit besluit wordt voorgesteld door de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin.

Na beraadslaging,

DE VLAAMSE REGERING BESLUIT:

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder:

- 1° decreet van 12 juli 2013: het decreet van 12 juli 2013 betreffende de integrale jeugdhulp;
- 2° hulpprogramma: een hulpprogramma als vermeld in artikel 2, § 1, 20°, van het decreet 12 juli 2013;